

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Éditeurs,  
Messieurs les Directeurs d'imprimerie,

Nous ne sommes pas réellement surpris par vos propos, Monsieur MOREL. Ils se situent dans la suite logique des analyses et recommandations des EGPE.

Vous nous peignez une situation catastrophique pour la PQN. Nous contestons cette vision unilatérale même si vos titres sont en crise et, pour voie de conséquence, nos emplois sont fragilisés.

Nous n'en sommes pas responsables. Nous ne sommes ni trop chers, ni trop nombreux. Depuis plus de trente ans, des plans sociaux ont vidé et vident les entreprises de presse et notamment, les imprimeries.

Et vous, qu'avez-vous fait ?

- Vous avez mis un terme à la mutualisation de l'impression de la PQN en province, le groupe Amaury a mis en place son propre réseau d'impression, vous avez fermé les centres de Nantes, Toulouse, Lyon et créé celui de Bournezeaux, entraînant une dégradation de la distribution de la PQN.
- Sans insister sur les différentes réformes NMPP (SDVP...) qui ont affaibli la branche quotidiens, vous avez laissé s'implanter les gratuits qui vous ont pris lecteurs et publicité. Ils ont cependant mis en évidence le besoin de lecture chez un public nombreux et populaire auquel ne s'adressent plus vos titres.

Par contre, récemment, vous n'avez pas aidé à l'installation d'un quotidien payant qui aurait pu dynamiser notre secteur.

Qu'avez-vous fait en termes de suppléments pour reconquérir le lectorat ? Des nouvelles formules, c'est vrai, mais cela, c'est la forme. Sur le fond, rien ne change sauf que souvent, il y a moins de textes. Toujours des formules « élitistes » et des suppléments à l'avenant. Il faut qu'un nouveau venu lance un quotidien sportif pour que le groupe Amaury réagisse aujourd'hui comme il y a plus de 20 ans, « Sport » a fait passer l'Équipe à la couleur.

Vous avez une constance, une obsession : les coûts du Livre CGT. Vous avez beau les réduire depuis des décennies, ils vous obsèdent toujours : les salaires, les statuts, la CGT !

Alors, soyons clairs, Monsieur le Président !

Pour ce qui nous concerne, nous n'envisageons pas une renégociation de notre convention collective et de nos statuts. Nous n'avons donné notre accord à personne pour négocier un nouveau contrat social au sein des imprimeries de presse parisienne qui réduirait de 30 à 40 % les coûts salariaux. Nous ne sommes pas ici en situation d'accusés. Nous respectons nos engagements et c'est plutôt de votre côté qu'il y aurait des comptes à rendre.

Négocier pour améliorer la production et la productivité avec nous, nous sommes d'accord, baisser les coûts de fabrication par des meilleures organisations, nous sommes d'accord. Mais remettre en cause les accords collectifs, développer la précarité, les petits boulots, fermer une imprimerie, cela ne se fera pas sans nous, ni même entre nous, mais nous en face de vous !

Quelle est notre ambition pour la presse ? Voilà la vraie question qui se pose à nous maintenant à l'issue des États généraux de la presse.

Nous en avons beaucoup et nous restons toujours disponibles pour en discuter.

Je vous remercie.